

LE SPORT DANS LES RÉGIMES TOTALITAIRES EUROPÉENS AU XX^e SIÈCLE - L'exemple du III^e Reich

Par Benjamin Galand – Paris, L'Harmattan, 2016, 39 €.

Cet ouvrage est issu du doctorat (2013) de Benjamin Galand, docteur en histoire contemporaine de l'Université Paris IV-Sorbonne. L'auteur étudie ici l'influence du sport dans les régimes totalitaires européens, de l'arrivée au pouvoir d'Hitler et du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (1933) jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945). Il prend comme étude de cas l'Allemagne nazie afin de comprendre la place, le rôle et les fonctions du sport et de l'éducation physique dans sa politique : « *chaque victoire d'un sportif allemand est une victoire du nazisme* ». Pour mieux étudier les influences, l'auteur réalise une analyse globale en convoquant les modèles similaires : l'Italie fasciste, l'Union soviétique puis un régime démocratique, la France. Ainsi, grâce à la comparaison historique, il saisit la singularité de l'utilisation du sport par l'État hitlérien à travers l'exploration minutieuse des Jeux olympiques de Berlin (1936). À ce titre, le film-documentaire de la cinéaste allemande Leni Riefenstahl intitulé *Olympia* ou « *Les Dieux du stade* » est un symbole fort de cette mise en scène du nazisme. Nous mobiliserons les titres des deux parties de ce film afin de rendre compte du travail de l'auteur : dans un premier acte, la « fête des peuples » avec l'instrumentalisation idéologique du sport par le régime nazi sous le prisme des modèles européens, et dans un second acte, le Janus de la « fête de la beauté » entre polémiques sur les JO de Berlin et la propagande esthétique et artistique nazie. **Acte 1 : la « fête des peuples »**. L'auteur expose les modèles des politiques sportives dans les régimes totalitaires et les pays frontaliers de l'Allemagne en Europe : l'Italie fasciste et l'URSS, à travers l'utilisation de la gymnastique et de l'éducation physique puis du sport afin

de montrer la double vision interne et externe. D'une part, un sport soviétique (dès 1917), paramilitaire, sanitaire, contre la compétition et rejetant le caractère bourgeois du sport. D'autre part, l'Italie fasciste (1922) renforçant l'identité nationale avec l'embrigadement de la jeunesse par le sport (1925) en vue de construire un patriotisme sans élitisme ni vedettariat sportifs. Ces comparaisons servent à mettre en lumière la singularité du dispositif d'éducation de la jeunesse allemande de la République de Weimar sur laquelle se fonde ensuite la politique du III^e Reich : la formation d'une élite, entre santé (EP) et obéissance au chef (sport). La fonction paramilitaire du sport exalte ainsi le sol sacré et la race aryenne dans le but de construire une « *Allemagne nouvelle* » et un « *homme allemand nouveau* » à travers un fanatisme hystérique au profit du culte de la personnalité du chef. Ceci se traduit par le noyautage des organisations sportives en place, une propagande, un embrigadement et un endoctrinement. Ainsi, la nazification est la déshumanisation du peuple allemand, un dispositif de contrôle de la jeunesse : le jeune est un « *insignifiant indispensable* » qui doit « *vaincre ou mourir* ». D'où la prépondérance de la jeunesse hitlérienne en tant que système éducatif du régime, entre le Parti nazi et la dépendance de l'école : un long processus électif s'établit, une antichambre de la sphère politique et dirigeante. Dès lors, le sport est utilisé dans ces structures en vue de former la race des seigneurs sur la base de valeurs communes : loyauté, obéissance aveugle, hargne. Ainsi, pour Hitler, le sport est une préparation physique militaire et les sportifs de haut niveau des « *héros nationaux* ».

Puis, dans l'entre-deux-guerres, les politiques sportives en France sont exposées comme un modèle en creux de celui de l'Allemagne nazie.

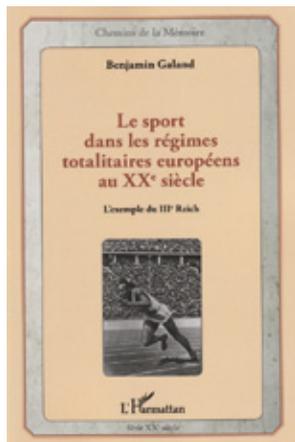
Sous le spectre de la régénération de la race française, l'idéologie sportive bourgeoise de l'hexagone reflète les deux tendances émergentes en Europe : la droite, utilise le sport et l'EP comme préparation militaire, alors que la gauche axe sa politique sportive sur la paix entre les peuples. Ainsi, le sport ne peut être qu'apolitique, il justifie l'immobilisme et la connivence dans ce subterfuge des élites concernant la reconstruction française selon une logique de défense par ce double constat : un déficit de culture physique car absence de projet national, au contraire de l'Allemagne, et le rejet du sport de haut niveau. La France, elle-même influencée par les régimes totalitaires, crée son modèle spécifique, tout en délaissant la préparation militaire, ce qui diffère bien de l'interventionnisme d'Hitler. Puis, le dirigisme de l'État de Vichy et l'idéologie de la Révolution Nationale créent un « homme nouveau » à son tour par redressement viril de la jeunesse. Or, si l'État de Vichy est collaborationniste et autoritaire, il n'est ni fasciste ni nazi et il développe le sport selon l'idéal chevaleresque, que l'occupant nazi désapprouve par ailleurs car il y voit par ce syncrétisme idéologique la consolidation de la France elle-même.

Acte 2 : la « fête de la beauté ». L'année 1936 est une date charnière : les JO d'hiver de Garmisch-Partenkirchen sont une sorte de « répétition générale » des JO d'été de Berlin. Rappelons que ces JO sont confiés à la République de Weimar (1931) et non à Hitler (chancelier en 1933). Le choix de l'Allemagne s'explique par des liens existant avec le CIO et Pierre de Coubertin et ce dès les années 1900. De plus, le pays devait accueillir les JO en 1916, une édition avortée en raison de la Première Guerre mondiale, puis vaincu, il est interdit de participation et ne les réintègre qu'en 1928 (Amsterdam). En

1933, l'opportunisme du nouveau régime nazi est patent en faisant jouer au sport et aux JO un double rôle idéologique : la médiation entre les peuples pour rassurer l'Europe et la communauté internationale et l'utilisation comme vitrine du Reich. L'instrumentalisation systématique du sport par les nazis se dote de l'arme de l'apolitisme en donnant des gages par la « Pax Olympica », réussissant ainsi à convaincre le président du CIO, le Comte Henri de Baillet-Latour (Belgique).

En effet, le CIO joue alors un rôle trouble, où la bienveillance et la force de l'invariabilité de la doctrine surpassent la complicité et ce malgré les polémiques de 1930 à 1936. L'argumentaire de l'apolitisme sportif et olympique est aussi utilisé par les partisans du boycott en 1935 (olympiades populaires à Barcelone) : le sport devient ainsi une arme diplomatique. Dès lors, l'entreprise de réhabilitation de l'Allemagne nazie passe par la mise en scène parfaite des JO face aux polémiques (discrimination raciale, antisémitisme, pangermanisme). Il s'agit d'acquiescer une légitimité via

une diplomatie olympique victorieuse passant par la réification du lien à l'Antiquité grecque et par la diversion en autorisant les clubs juifs. Le double objectif d'Hitler est de réintégrer le concert des nations et d'afficher la supériorité de la race aryenne en profitant de l'attentisme international, alors que le contexte est défavorable puisqu'il rompt le traité de Locarno. Les JO sont donc un double pari pour le régime nazi : les



accueillir et montrer son savoir-faire en matière d'organisation. Un pari réussi puisqu'au tableau des médailles d'une part, l'Allemagne nazie est première devant les USA et que, d'autre part, la construction des infrastructures sportives la fait passer pour une « nation civilisée » : l'Olympia-Stadion, le village olympique, l'innovation du parcours de la flamme olympique ainsi que l'utilisation de technologies modernes (TV, radio, etc.). Par conséquent, la fête sportive des JO met en exergue l'esthétisme et l'art nazis dans la politique sportive allemande : une perspective holistique de propagande de l'idéologie nazie, à travers les symboles et l'impact visuel, confectionnée à Joseph Goebbels, ministre de l'Information et de la Propagande, qui met sous tutelle l'art et la culture. Il y a un recyclage des éléments du fascisme, des USA et de la République de Weimar afin de créer l'esthétique de l'art national-socialiste, un art d'État. Pour édifier une nouvelle réalité idéologique différente de la vérité, une « nouvelle culture », une illusion collective de masse.

Comme le néo-classicisme et le monumentalisme, différant du modernisme italien, qui s'imposent dans l'architecture hitlérienne selon la théorie des « ruines de valeur ». Ou encore la mise en scène cinématographique avant-gardiste des JO avec Leni Riefenstahl utilisant la nature, la mythologie teutonique (pureté nordique) et la figure de la walkyrie. Ce film fait passer « un (double) message par l'image » : si Jesse Owens symbolise la paix des peuples, il

y a en même temps démonstration de la force du régime et de la supériorité de la race allemande. Le sportif cache ainsi le soldat afin de montrer une race en action et le stade est un espace de contrôle multifonctionnel, un théâtre des illusions.

En conclusion, l'utilisation du sport, de l'éducation physique et de l'olympisme par Hitler prend bien la marque du régime nazi en ayant des caractéristiques communes et à la fois distinctes avec les régimes totalitaires européens de cette période, tout autant qu'avec la France dans une moindre mesure : investissement de l'État, prise en charge du mouvement sportif, dispositif de contrôle des mouvements de jeunesse, utilisation diplomatique du sport aux niveaux national et international, arme politique de l'apolitisme, enfin propagande inédite par l'esthétisme et l'art. Ces éléments ainsi conjugués contribuent à alimenter une sorte de « fascination ambiguë » des opinions publiques face au succès incontestable des jeux Olympiques de Berlin de 1936, eux-mêmes associés dans les consciences à la puissance du modèle de l'Allemagne nazie. Un dépassement est cependant nécessaire concernant le simple constat des « démocraties coupables » européennes ou celui de Jesse Owens, « auxiliaire (sportif) africain de l'équipe américaine », qui lave l'honneur des JO et par extension du CIO. Autre équivoque qui interroge la mémoire collective contemporaine, l'Olympia-Stadion des JO de Berlin, toujours nommé ainsi aujourd'hui, est un haut lieu, un géo-symbole olympique du nazisme en 1936, qui adresse un message au peuple allemand assez énigmatique : « cette construction est une promesse adressée aux Allemands : leur futur, sous l'impulsion du national-socialisme, sera celui d'une nation puissante, vigoureuse et pérenne » !

Pascal Charitas